

Résumé d'évaluation

Projet RESILAC

Pays : **Bassin du Lac Tchad**

Secteur : **Résilience**

Évaluateur : **Technopolis**
Date de l'évaluation : **Juin 2021**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CZZ2186

Montant : 36.1 M€

Signature de la convention

de financement : 2018

Date d'achèvement : 2022

Durée : 4 ans

Contexte

Le projet RESILAC s'inscrit dans le contexte de la crise sécuritaire et humanitaire qui traverse le Bassin du Lac Tchad depuis l'émergence de Boko Haram et le début des offensives militaires nationales et régionales lancées en 2014. Le conflit et ses impacts humanitaires étaient d'abord confinés au Nord-Est du Nigéria et notamment à l'état du Borno, mais se sont progressivement étendus aux régions limitrophes. Les violences liées au conflit trouvent leur épicerie au Borno et à Diffa tandis que l'Extrême-Nord camerounais et la région du Lac au Tchad sont moins souvent le théâtre d'opérations militaires mais subissent les répercussions sécuritaires et humanitaires du conflit. Cependant, la crise liée à Boko Haram n'est que l'émanation récente d'une crise plus ancienne qui plonge ses racines dans le clientélisme et la corruption d'appareils d'États néo-patrimoniaux qui peinent à se décentraliser, les inégalités sociales et économiques, les disputes foncières, les conflits entre sédentaires et pastoraux qui exacerbent les tensions intra- et intercommunautaires.

Intervenants et mode opératoire

Le projet est mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales et nationales : Action Contre la Faim (ACF), CARE International, Groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD) en partenariat avec le réseau CCFD - Terre Solidaire, Search For Common Ground et des organisations locales dans les quatre pays d'intervention .

Objectifs

La finalité du projet RESILAC est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires de la région du lac Tchad les plus impactés par la crise liée aux exactions du groupe Boko Haram et par le changement climatique.

Réalisations attendues

Le projet comporte quatre composantes complémentaires dans les territoires ciblés :

1. Renforcer le capital humain, la cohésion sociale et la gestion collective et durable des ressources naturelles ;
2. Favoriser le redressement économique et la résilience des populations les plus exposées, notamment les jeunes et les femmes, à travers un accès à l'emploi et à des systèmes de production agro-sylvo-pastorale intensifiés et adaptés au changement climatique ;
3. Valoriser et consolider les acteurs clés en favorisant dialogue et engagement, et en renforçant leurs capacités suivant les compétences et rôles de chacun ;
4. Produire des connaissances utiles pour la qualité des activités du projet en contexte de crise et pour la prise de décision des acteurs locaux.

Appréciation de la performance

Pertinence

L'instruction du projet identifie bien l'importance des causes sous-jacentes au conflit dans la région. Elle suit les plans de développement des différents pays (Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria) et s'ancre dans l'expérience combinée des opérateurs. La pertinence du projet est renforcée par une capacité interne de recherche et d'adaptation des activités et une coordination continue avec les partenaires locaux et les autorités nationales et communales ou cantonales.

Cohérence

RESILAC est un projet précurseur de Minka dans la région, son instruction étant antérieure au Fonds. Il est cohérent avec les autres projets Minka et notamment le projet d'appui à l'inclusion sociale et à la gouvernance locale des territoires camerounais et nigériens impactés par la crise du Lac Tchad (ISoLT), le projet d'appui au développement durable de l'élevage pastoral au Niger et le projet PNDP HIMO au Cameroun qui vise à développer l'emploi des jeunes. Toutefois, la cohérence externe de ce projet pose question car la zone du Lac Tchad apparaît comme «étant saturée d'interventions » d'ONG et bailleurs dont la coordination n'est pas organisée.

Efficacité

Les objectifs quantitatifs des activités prévues sont en passe d'être atteints (98000 bénéficiaires dont 48% de femmes et 74% de jeunes, 2120 hectares réhabilités et 34 chantiers HIMO pour un taux de réalisation agrégé de 130%). Certaines activités du projet ont été réorientées (plus d'accent sur le soutien psycho-social vs soutien socio-économique) par rapport aux objectifs initiaux, dénotant une adaptation au contexte opérationnel à la fois en réponse aux besoins et capacités des bénéficiaires, et aux risques sécuritaires.

Efficience

Le projet a été identifié grâce à un appel à projets crise et sortie de crise (APCC) et conventionné dans le cadre du FFU de l'UE. L'instruction a précédé la mise en œuvre de Minka et n'a donc pas bénéficié des procédures accélérées. Des gains d'efficience pourraient être réalisés en simplifiant la structure de mise en œuvre et les processus de réorientation des activités dans un contexte dynamique.

Viabilité/durabilité

Le projet RESILAC travaille dans un contexte encore très proche de l'urgence, surtout au Nigeria, Niger, et Tchad – et dans une moindre mesure au Cameroun. L'absence conjuguée de conditions de stabilité et de relais de développement dans le contexte du Bassin du Lac Tchad est l'un des problèmes principaux auxquels le projet fait face en termes de durabilité. Le projet a cependant permis la réhabilitation d'actifs communautaires, la formation d'individus et d'associations, le renforcement des collectivités territoriales et une génération de savoirs ayant vocation à perdurer.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

Avec RESILAC, l'AFD et le FFU ont permis la structuration d'une plateforme régionale dédiée à la mise en œuvre de projets de résilience à travers le Bassin du Lac Tchad. Il s'agit d'un investissement à moyen-terme qui a le potentiel de renforcer la coordination et l'optimisation des investissements humanitaires et de développement dans la région.

Conclusions et enseignements

Le projet RESILAC est, de par son organisation en consortium et sa portée régionale, complexe et ambitieux. L'AFD et ses opérateurs ont cependant réussi à mettre en place une structure efficace, capable de réaliser des activités pertinentes par rapport aux besoins des bénéficiaires dans les territoires ciblés, en cohérence avec les politiques nationales et les efforts de la coopération internationale.

Le projet bénéficie grandement de l'expérience d'organisations nationales et locales capables de contextualiser et d'adapter les activités pour en assurer la réalisation, appuyées par des organisations internationales fortes de plusieurs décennies d'expérience dans la région. Si cette évaluation a noté des marges d'amélioration (par exemple, le renforcement des méthodes de co-construction des activités, d'optimisation des ressources organisationnelles et financières, ou encore de coordination avec les autres acteurs opérant dans la région), elles étaient pour la plupart déjà identifiées grâce au travail du pilier 4 du projet portant sur la recherche et le suivi-évaluation interne du projet. L'intégration et la dotation de cette fonction de suivi, recherche et capitalisation interne est l'une des nombreuses bonnes pratiques qui permet au projet de s'adapter et d'identifier des leviers d'action stratégiques dans un contexte de crise où les relais de développement à long-terme peinent à se construire.

Résumé d'évaluation

Pays : **Liban**

Secteur : OSC, gouvernance

Évaluateur : **Olivier Verdeil**
Date de l'évaluation : **juin 2021**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : **CLB1094 - Shabake**

Montant : **9,4 M€ (dont 4M€ de cofinancement DANIDA)**

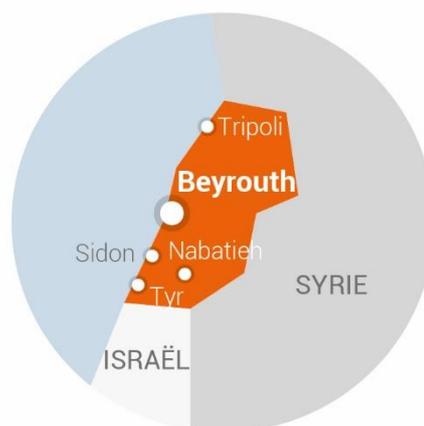
Taux de décaissement :

Signature de la convention

de financement : **Décembre 2018**

Date d'achèvement : **Avril 2022**

Durée : **40mois**



Contexte

Début 2018, le Liban accueille le plus de réfugiés par habitant au monde en conséquence de la crise syrienne avec près de 1,5 million, ce qui représente un quart de la population libanaise. Les infrastructures du pays qui souffrent de la faiblesse chronique de l'investissement public peinent à accueillir cette population, et les conséquences sociales, économiques et politiques sont très importantes. L'Etat est dépassé et s'appuie sur la société civile pour faire face à la situation. Celle-ci est dynamique et très présente, mais dispose de faibles capacités pour accéder aux financements internationaux ou être en mesure de s'auto-financer.

Intervenants et mode opératoire

Le projet est mis en œuvre par Expertise France (EF). Il appuie 7 ONG libanaises, par du renforcement de capacité, du mentorat, du financement direct et du financement de projet. 6 nouvelles organisations de la société civile (OSC) ont été ajoutées lors du nouvel à projets lancé pour mettre en œuvre la composante de réponse aux explosions du Port de Beyrouth (le 4 août 2020).

Objectifs

La finalité du projet Shabake est de renforcer la résilience de la société civile libanaise pour faire face aux conséquences de la crise syrienne. Il s'inscrit dans une démarche de localisation de l'aide et se décline en un renforcement capacitaire – mentorat dotation financière –, la mise en œuvre d'un projet de lutte contre les vulnérabilités et l'appui à la mise en réseau et l'intégration dans l'écosystème de l'aide.

Réalisations attendues

- Renforcement capacitaire (formation, élaboration de politiques internes, investissements essentiels) des OSC partenaires permettant un meilleur accès aux financements internationaux et à l'auto-financement
- Mise en œuvre de projets visant le développement économique, l'insertion des femmes et des jeunes dans la vie économique locale
- Meilleure intégration dans l'écosystème de l'aide au Liban
- Appui économique après les explosions du Port de Beyrouth

Appréciation de la performance

Pertinence

La démarche de localisation de l'aide par un renforcement capacitaire novateur centré sur les OSC elles-mêmes s'avère particulièrement adaptée aux besoins des bénéficiaires et du contexte local. Cette pertinence s'est même accrue face à la dégradation des crises et la déliquescence de l'Etat. Les projets mis en œuvre par les partenaires ont été identifiés et définis par eux grâce à une connaissance fine des contextes locaux dans lesquels ils se placent. L'attention portée aux femmes et aux jeunes et aux activités génératrices de revenus sont des vecteurs porteurs de résilience. Elle est pertinente car permet de prendre en compte la situation économique dégradée et le chômage des jeunes, la place des femmes dans le développement local.

Cohérence

Le projet poursuit l'action de l'AFD d'appui à la société civile libanaise initiée en 2015 en l'approfondissant. C'est le premier qui fait des OSC locales les bénéficiaires directes de son soutien, là où elles étaient auparavant opérateurs des ONG internationales soutenues par l'AFD.

Il est innovant car il se distingue et complète les projets financés par les autres PTF, en se démarquant de l'aide projet traditionnelle, et en mettant l'accent sur le renforcement capacitaire. Shabake intègre dans son comité de pilotage des représentants des principaux bailleurs (Danida, UNOCHA, coopération suisse). La coordination au sein de l'équipe France est bonne. Elle repose sur des relations étroites sur le terrain entre EF et l'AFD, ainsi qu'avec le SCAC et le CDCS. Les autorités publiques libanaises ne sont associées que de manière lointaine au pilotage du projet. L'absence actuelle de gouvernement, d'une politique claire en matière de société civile et les réticences des OSC vis-à-vis d'elles l'expliquent et la justifient en grande partie.

Efficacité

La mise en œuvre du projet est effective, malgré un démarrage lent et une dégradation très rapide du contexte. A l'exception du volet networking, l'ensemble des activités devraient être réalisées, ce qui traduit un haut niveau d'efficacité. Le volet de renforcement des capacités est le plus avancé et le plus apprécié des OSC. Les projets sur le terrain se déroulent bien malgré les conditions très difficiles de mise en œuvre.

Efficience

Malgré l'adaptation des procédures d'EF aux contraintes et au contexte, à plusieurs reprises et en lien avec le service juridique d'EF, le projet a connu des retards. Mais le principe de flexibilité au cœur de sa mise en œuvre permet des processus d'approbation très rapides des réorientations d'activité ou de réallocations sans augmentation budgétaire au niveau local. La très bonne relation de travail établie entre l'équipe projet EF et l'AFD et la chefferie de projet par l'Agence au Liban sont des éléments clé de l'efficience globale du projet. Elle permet à l'équipe projet EF un accompagnement quotidien des partenaires et une grande réactivité à leurs demandes, grâce ou au prix d'une équipe projet importante (dont le dimensionnement à la hausse a été largement revu en 2020) et d'un reporting mensuel.

Viabilité/durabilité

Le projet réunit des conditions encourageantes qui devraient faciliter l'inscription dans le temps des résultats et effets. Les activités démontrent déjà des effets structurants et pérennes sur les ONG avec la mise en place de procédures nouvelles et d'équipements adaptés. En termes d'effets sur la stabilisation, la question de l'impact de la montée en compétence réelle de 7 ONG se pose, de même que celle de la nécessaire récurrence de ces opérations pour envisager un effet levier.

Conclusions et enseignements

Le projet est très pertinent dans le contexte libanais en appuyant concrètement la société civile en l'absence de l'Etat, et novateur dans son approche capacitaire. La double chefferie de projet locale et le choix de modalités de pilotage flexibles permettent de répondre rapidement et de manière pertinente aux évolutions très rapides de la situation.

Au-delà de la remarquable efficacité et efficience des actions menées, la question du passage à l'échelle, de l'impact et de la contribution du projet à la consolidation de la paix se pose toutefois.

De plus, si le projet s'inscrit dans la doctrine MINKA globale et répond à la logique d'intervention de l'initiative Moyen Orient, elle s'en est éloignée graduellement pour s'adapter à l'évolution de la situation libanaise : crise politique, économique, financière, Covid, dans laquelle les réfugiés syriens ne sont plus le cœur. Le financement d'activités d'amélioration des conditions de vie et de relance économique pour répondre aux explosions du port traduit dans les faits cette ambiguïté.

Résumé d'évaluation

Pays : République Centrafricaine (RCA)

Secteur : Santé

Évaluateur : **Matthieu LCAVE**, Technopolis

Date de l'évaluation : **novembre 2021**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CCF 1196 01 H

Montant : 5,4 M€ dont 4,2 M€ AFD

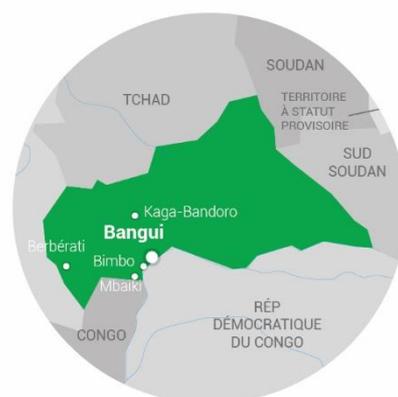
Taux de décaissement : Lorem ipsum

Signature de la convention

de financement : 28/11/2019

Date d'achèvement : 27/11/2023

Durée : 48 mois



Contexte

Les décennies d'instabilité politique, de mauvaise gouvernance et de crises successives ont mené la RCA à une crise profonde, caractérisée par une insécurité généralisée, la dégradation des sources de revenus de la population et une faillite presque totale des services publics. Déjà importantes avant la crise de 2013, les violences sexuelles sont utilisées comme un instrument visant à terroriser et « punir » les populations civiles. En outre, comme constaté dans une majorité de conflits, les violences basées sur le genre telles que la violence domestique, les mariages forcés, augmentent. Le nombre de victimes de violences basées sur le genre (VBG) est de l'ordre de 10 000 à 13 000 selon les années. Les victimes font face non seulement à des problèmes médicaux et psychiques, mais également sont souvent stigmatisées dans leur communauté, laissées sans ressources économiques, et seules face à leurs bourreaux, le plus souvent impunis.

Intervenants et mode opératoire

Le projet NENGO est porté par la Fondation Pierre Fabre (FPF) en consortium avec l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD), la fondation Panzi (RDC) et la fondation du Docteur Mukwege (RDC), et il s'appuie sur deux partenaires locaux, l'Association des femmes juristes centrafricaines (AFJC) et l'Hôpital public de l'amitié sino-centrafricaine (HA).

Objectifs

L'objectif est de proposer la prise en charge holistique de 3240 victimes de VBG à Bangui, en leur proposant tout à la fois un accompagnement médical (soins), psychologique, juridique (médiation, recours judiciaire et pénal), et socio-économique (alphabétisation, bourses scolaires, activités génératrices de revenus). Fondé sur un transfert de compétences entre les acteurs congolais (fondations Panzi et du Docteur Mukwege) et les acteurs centrafricains (AFJC, HA), le projet ambitionne à terme de devenir un centre de référence national.

Réalisations attendues

- Médicales : création d'un système de référencement des victimes, renforcement du plateau technique et des compétences du personnel du service de gynécologie obstétrique et de la maternité de l'HA et prise en charge médicale.
- Psychologiques : campagnes de communication et d'information, renforcement des capacités de l'unité de soins psychiatriques et prise en charge des victimes.
- Juridiques : renforcement des compétences et des capacités d'accueil de l'AFJC, création d'un système informatisé sécurisé des dossiers, suivi et accompagnement des victimes dans les procédures.
- Socio-économiques : renforcement des compétences et des capacités d'appui aux victimes

Appréciation de la performance

Pertinence

L'approche holistique de l'accompagnement des victimes de VBG est unique en RCA, et présente une réelle valeur ajoutée pour les acteurs présents sur place. Cependant, la réponse apportée par le consortium a sous-estimé la faiblesse du capital humain en RCA, le renforcement de capacités des structures locales (HA et AFJC) requérant d'importants investissements de la part du consortium pour réaliser le transfert de savoir-faire des experts de RDC vers les structures locales. Au regard de la logique d'intervention Minka RCA, le projet s'inscrit dans les grands principes de la doctrine (approche partenariale, résultats rapides, ne pas nuire), mais s'en écarte aussi : centré sur Bangui, alors que Minka en RCA est centré sur le Sud-Ouest et le Nord-Est ; traitement des conséquences du conflit (VBG) plus que des déterminants.

Cohérence

Dans le portefeuille de projets de l'AFD en RCA (financés ou non par le Fonds Minka), le projet porte sur un secteur nouveau d'intervention, la santé, sans synergie avec les autres secteurs d'intervention de l'agence. Le projet est complètement intégré dans l'écosystème des partenaires techniques et financiers (PTF) et OSC travaillant sur le sujet des VBG, l'approche holistique de Nengo a très vite été reconnue par la communauté comme pertinente et efficace. De manière complémentaire au financement Minka de l'AFD, en phase de préfiguration, une première mission exploratoire de l'IFJD en 2018 a été financée par le FUH (MEAE/CDCS). Pour la suite, le consortium envisage de mobiliser des crédits du SCAC pour faciliter les échanges académiques avec l'Université et créer, à termes, un vivier d'experts centrafricains (psychologues, médecins, et juristes).

Efficacité

La mise en œuvre du programme de travail est globalement effective. Depuis septembre 2020 sont opérationnels l'accompagnement médical, juridique et psycho-social, et les activités de plaidoyers. 945 victimes distinctes en ont bénéficié depuis, permettant de considérer que le projet est en bonne voie d'atteindre ses objectifs quantitatifs. Seul le volet socio-économique n'est pas encore pleinement en place (juin 2021), mais devrait l'être dès septembre 2021, tandis que le volet psychologique repose essentiellement sur le psychologue de la fondation Panzi, faute de collègues centrafricains à former. Les effets de l'accompagnement sur les victimes sont documentés par les victimes et positifs (qualité de l'écoute et des soins, sentiment de sécurité). Les personnels soignants de l'hôpital, ou les accueillants juridiques et sociaux de l'AJFC témoignent également de l'acquisition de nouvelles compétences.

Efficience

Le projet a fait l'objet d'une instruction relativement rapide. Le projet a également bénéficié des facilités offertes par Minka en termes de gestion budgétaire (ex : ligne divers et imprévus) facilitant l'adaptation du projet aux aléas (ex : achats de générateurs). Le fait que les membres du consortium se connaissaient déjà jouent également dans la bonne mise en œuvre.

Facteurs d'impact et de durabilité

Le projet réunit des conditions encourageantes qui devraient faciliter l'inscription dans le temps des résultats et effets : partenariat étroit les OSC et PTF (effet de levier), composante renforcement de capacités des structures locales, objectif clair d'autonomisation de ces structures.

Conclusions et enseignements

Le projet Nengo est financé dans le cadre du Fonds Minka et témoigne de la capacité de Minka à intervenir sur des problématiques qui répondent aux besoins des populations victimes des crises.

Il témoigne aussi de la souplesse de la doctrine Minka, dans la mesure où les objectifs du projet ne correspondent pas totalement à la doctrine Minka pour la RCA. Il interroge également la permanence de l'intervention de l'AFD dans le secteur de la santé en RCA (dans le cadre du fonds Minka ou non).

Des premiers effets et de premiers impacts sont documentés et encourageants. Mais il est trop tôt pour évaluer leur durabilité tant pour les victimes que pour les cadres et personnels de l'HA et de l'AFJC, après 11 mois de mise en œuvre.

La durabilité des effets restera largement dépendante de la question du coût (pris en charge par le projet actuellement) des soins à l'hôpital public (pas de CMU en RCA) et de la lenteur de la justice centrafricaine et de la faible exécution des peines, qui nécessitent a minima plus d'actions de plaidoyers dans le cadre du projet.

Sur le moyen terme, pour réaliser l'objectif de devenir un centre de référence national, le chemin est encore long. Pour le moment, Nengo s'adresse en grande partie à des victimes de Bangui et de ses environs proches. Sa projection dans le pays est souhaitée par les partenaires du projet et autres acteurs de la VBG, et est à l'ordre du jour.

Résumé d'évaluation

Projet Média Sahel

Pays : **Burkina Faso, Niger, Mali**

Secteur : **Médias, gouvernance**

Évaluateur : **Technopolis, Anne-Gaëlle Muths**

Date de l'évaluation : **novembre 2021**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CZZ2361

Montant : 8,3 M € budget total (dont 8M€ AFD)

Signature de la convention

de financement : Avril 2019

Date d'achèvement : Décembre 2022 (date prévue)

Durée : 48 mois



Contexte

Le Sahel connaît depuis plusieurs années une série de crises multiformes, qui se superposent. L'un des facteurs de cette fragilité provient du sentiment d'injustice et de marginalisation d'une partie de la jeunesse sahélienne, alors que les moins de 30 ans représentent près de 65% de la population.

L'absence de services publics et de représentations locales de l'Etat, notamment dans les zones reculées, et le manque de communication entre autorités et populations, aiguissent l'antagonisme et la méfiance des populations locales. La mise en place de l'état d'urgence et des politiques sécuritaires a pour conséquence de restreindre drastiquement les opportunités de développement économique mais aussi les espaces d'expression et le respect des droits.

Face à cette crise de confiance, les médias (privés, publics, communautaires ou citoyens) sont trop rarement pris en compte dans la réponse apportée par les Etats et la communauté de l'aide. Pourtant, ils peuvent jouer un rôle clé dans la compréhension de la situation par les populations, leur participation au débat public, et leur sentiment d'appartenance à la Nation. Les médias peuvent ainsi contribuer à renforcer l'inclusion économique et socio-politique des populations, notamment des plus jeunes et des femmes, et la diffusion de messages porteurs de solutions.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent projet Média Sahel

Intervenants et mode opératoire

Opérateur : CFI, en partenariat avec les têtes de réseaux et radios locales des trois pays partenaires, RFI

Objectifs

- L'objectif général du projet est de promouvoir à travers les médias l'inclusion socio-politique des jeunes femmes et hommes confrontés à la crise que traverse le Sahel.
- L'objectif spécifique est que les jeunes femmes et hommes du Sahel aient davantage accès à des informations fiables, sensibles au genre et au conflit, et axées sur leurs préoccupations ; ils s'approprient ce nouvel espace médiatique pour participer de manière plus équitable et apaisée au débat public.

Réalisations attendues

- La première composante vise à renforcer les capacités des médias locaux susceptibles de toucher les jeunes hommes et femmes à produire des contenus attractifs, fiables, indépendants, et sensibles au genre et au conflit.
- La seconde composante vise à augmenter la production et diffusion de contenus interactifs, sensibles au genre et innovants, axés sur les problématiques transversales de la jeunesse et incluant des espaces favorisant l'expression, les initiatives et la participation des jeunes hommes et femmes sahéliens marginalisés.

Appréciation de la performance

Pertinence

Le projet Media Sahel propose une approche pertinente et originale sur la question des crises en intervenant sur le rôle des médias dans la crise sahélienne. Généralement cantonnés au rôle d'agents de communication sur les actions des projets de développement, ils sont ici soutenus comme vecteurs d'insertion de la jeunesse, de dialogue et de cohésion sociale.

Cohérence

Le projet MédiaSahel s'inscrit en cohérence avec la stratégie d'intervention de l'AFD au Burkina et de l'Initiative Minka, aussi bien de par son objectif centré sur l'insertion socio-économique des jeunes et son ancrage territorial. L'intervention de l'AFD dans le pays cible en effet l'arc frontalier nord-est, en cohérence avec le programme d'urgence Sahel (PUS) de l'État burkinabè.

Le projet bénéficie d'une bonne implication des différents acteurs de l'équipe France. Porté par l'opérateur média de la coopération française (CFI), il associe pour sa mise en œuvre les services de RFI et valorise ainsi l'expertise et les savoir-faire français en matière de média. Côté MEAE, le projet s'inscrit à la suite d'un financement du CDCS.

Vis-à-vis de l'intervention des autres ONG et PTF sur place, le secteur des médias au Burkina Faso n'est pas un secteur prioritaire des coopérations bi et multilatérales. Les initiatives sur les sujets des médias sont relativement peu nombreuses mais l'évaluation montre que la coordination entre les projets existants n'est pas pour autant fluide et efficace.

Efficacité

Le projet a un bon niveau de réalisation des actions prévues, malgré un retard de 6 mois au lancement du projet. Le retour des formateurs et des stagiaires sur les formations est positif : les formations sur les fondamentaux du journalisme sont très appréciées car elles répondent à un besoin essentiel de la profession (seule une minorité des journalistes en activité a eu une formation au journalisme) et les modules spécifiques (conflit, genre) permettent de développer une approche différente de la pratique professionnelle. Sur le volet production de contenu jeunesse, des équipes de rédaction ont été constituées et proposent chaque semaine une émission à diffuser sur les radios locales. Par exemple, l'émission Jeunes Wakat au Burkina est réalisée par l'équipe de l'UNALFA et relayée dans les radios partenaires et sur une page Facebook dédiée. Il ressort de l'évaluation que cette émission est très appréciée et jugée utiles par les populations interrogées.

Efficience

Les souplesses permises par Minka dans l'instruction et la mise en œuvre des projets ont pour partie été appliquées et se sont révélées particulièrement pertinentes (instruction rapide, fongibilité, etc.).

Facteurs de durabilité et impacts

Le projet est en cours de réalisation et doit encore déployer de nombreuses activités. Il n'est donc pas à ce jour possible de parler de son impact réel. On peut toutefois proposer des analyses sur les impacts attendus : les formations dispensées peuvent permettre d'envisager un renforcement des capacités des journalistes et un renouvellement des contenus des émissions de radios qui deviennent davantage sensibles au genre, intègre mieux les contraintes des conflits, proposent des contenus plus adaptés à la jeunesse. Toutefois, comme pour tout projet de renforcement des capacités, des incertitudes importantes existent et tiennent i) à la capacité des stagiaires formés à mobiliser les acquis de leur formation quand ils sont de retour dans leur radio (manque des équipements nécessaires, inertie de la structure, habitudes, etc.) et ii) aux trajectoires individuelles de stagiaires qui profitant de ces nouvelles compétences changent de radio

Conclusions et enseignements

Le projet est financé dans le cadre du Fonds Minka.

Il a une forte spécificité Minka puisqu'il agit sur les déterminants de la crise sahélienne (cohésion sociale) et couvre des zones frontalières, moins densément peuplées et également les capitales pour gagner en volume d'audience. Pour une de ses composantes, le projet travaille avec les radios locales dans les langues nationales, pour assurer une diffusion la plus large possible. Enfin le projet cible les populations vulnérables identifiées par la doctrine Minka (les jeunes et les femmes). La composante confiée à RFI est toutefois en décalage fort par rapport à la logique Minka et du projet : certes, si elle concerne des émissions jeunesse, il s'agit d'émissions en français, enregistrées à Paris et diffusée sur les 3 pays.

Par ailleurs, mis en œuvre dans un contexte de crise, le projet a dû revoir pour des raisons sécuritaires les modalités des formations et les organiser en capitale et non dans les provinces comme prévu initialement. Il en résulte des surcoûts pour le projet. Les souplesses permises par le cadre d'intervention Minka sont en ce sens très pertinentes. Il en va de même pour les autres procédures adaptées Minka (instruction accélérée, fongibilité des fonds), bien que certaines complexités demeurent.

Les réalisations du projet sont bonnes, malgré le contexte difficile dans lequel il opère. Il est prématuré d'évaluer les impacts de ce projet encore en cours mais des facteurs d'impacts de long terme peuvent être soulignés (renforcement des capacités des acteurs).